

Express ou omnibus ?

... Lancé avec le battage et l'esprit de bluff qui restera une des caractéristiques de Mendès-France, « l'Express », quotidien a fait son apparition dans la presse parisienne.

Craignant sans doute de perdre à son profit une partie de leur clientèle, « Franc-Tireur » et « Libération » ont essayé d'« améliorer » leur formule, de se renouveler un peu. Mais il ne semble pas qu'ils aient grand-chose à craindre. Un format analogue ne suffira pas à cet « Express » pour atteindre les tirages du « Daily Mirror ».

La démagogie de Mendès-France et ses croc-en-jambe à Edgar Faure, le petit Mur des Lamentations individuel de François Mauriac, les vols planés d'Albert Camus ou les cours d'instruction civique de Françoise Giroud, ne donnent pas une ligne politique, ne font même pas un journal qui puisse intéresser en quoi que ce soit la classe ouvrière. L'attrait de la nouveauté passé, il est probable même que la petite bourgeoisie retournera vite à ses (mauvais) journaux traditionnels.

Blanc comme neige

Après tant d'autres, rentrant d'un fort sage séjour d'une dizaine d'années en Suisse, une des gloires de la presse vichyssoise vient d'être absout par le tribunal militaire de Paris.

Genre de Chiappe et l'un des plus beaux fleurons de la « presse pourrie » d'avant guerre, Horace de Carbuccia a été naturellement acquitté. Oubliés tous les articles provocateurs et les entrefilets venimeux qui étaient autant de lâches dénonciations (la méthode avait été bien rodée depuis l'affaire Salengro). Carbuccia et son ignoble « Gringoire », qui fulminait depuis 1936 contre les conquêtes du Front Populaire, avait pu donner libre cours dès 1940 à sa haine de la classe ouvrière.

Le jugement de la semaine dernière prouve une fois de plus, s'il en était besoin, que la bourgeoisie sait reconnaître les siens.

La joyeuse prison

Les histoires de la prison de Pont-l'Évêque ne devraient pas déchaîner qu'une intense rigolade. Ce n'est certes pas nous qui crierions au scandale parce que quelques détenus menaient joyeuse vie dans cette prison normande, sous l'œil aviné du gardien-chef et avec la bénédiction bienveillante des autorités dites compétentes. L'état de décomposition morale de la bourgeoisie est tel qu'elle commence à avoir beaucoup de mal pour maintenir intact son système répressif. Et la récente grève des gardiens de prison est un autre aspect du même problème. N'ayant d'ailleurs pas d'illusions, leurs revendications seront plus rapidement contenues que celles des postiers ou des cheminots.

Mais si, au lieu d'un inoffensif poivrot, le gardien-chef de Pont-l'Évêque avait été une brute sadique pouvant donner libre cours à ses instincts sur une poignée de détenus, appliquant à la lettre et au-delà les règlements pénitentiaires qui ne font quand même pas des séjours en « tôle » des parties de plaisir, il est plus que probable que les Commissions de Contrôle des prisons, que les procureurs et autres magistrats chargés du respect du règlement n'auraient pas protesté davantage, et même probablement beaucoup moins encore qu'à Pont-l'Évêque. En réalité, les facéties de cette prison ne doivent pas nous faire perdre de vue des scènes comme le matraquage de Guingouin à la prison de Brive, ni les sévices subis ailleurs par d'autres prisonniers, car ce sont les deux aspects du même problème de la justice bourgeoise.

VIENT DE PARAITRE ;

L'ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF
INTERNATIONAL EN ANGLAIS

THE FOURTH INTERNATIONAL

Numéro 2 — PRIX : 75 francs

Nos lecteurs nous écrivent :

DE MONTLUÇON

Le conflit des usines Dunlop a occupé jusqu'ici peu de place dans la grande presse. Montluçon, siège des usines, n'est pas le centre d'une grande région industrielle et, de plus, la lutte n'a pas abouti, comme à Nantes, à des événements dramatiques. L'évolution du conflit, les formes de combat des ouvriers, aussi bien que des patrons, ont été cependant identiques à ceux de Bretagne.

L'an passé, les ouvriers de chez Dunlop avaient livré plusieurs batailles importantes qui leur avaient donné confiance. Ils étaient bien décidés à se défendre contre les effets de la productivité et contre les cadences infernales. La publication au mois de juin dernier, du bilan de l'entreprise (572 millions de bénéfices avoués) renforçait leur détermination. C'est dans ce climat que, pour protester contre une exploitation patronale accrue, un atelier se mettait en grève le 1^{er} septembre. Paralysée, l'usine s'arrêtait peu à peu, atelier par atelier, tandis que l'ensemble des ouvriers rejoignait le mouvement. La direction décidait alors de procéder au lock-out de tout le personnel.

Que demandaient les ouvriers ? Essentiellement une augmentation égale pour tous de 30 francs de l'heure et trois semaines de congés payés. Pour appuyer ces revendications, des cortèges ouvriers ont défilé plusieurs fois dans la ville pour se rendre auprès des autorités ou à la Chambre patronale. Pendant ce temps, la direction avait décidé de rouvrir l'usine et d'y rappeler les mensuels et une partie du personnel. Les ouvriers empêchaient alors le directeur de sortir de son bureau pendant un jour entier et occupaient l'usine. Le patronat avait alors recours à la justice bourgeoise et le juge des référés condamnait l'occupation.

On peut d'ailleurs noter que la C.G.T., loin d'impulser la combativité ouvrière, proposait d'évacuer l'usine dès que des pourparlers seraient engagés.

Le gouvernement envoyait par la suite un médiateur mais, jusqu'à présent, la médiation n'a pas abouti et cela n'a fait que prolonger la grève.

Les syndicats ont, là aussi, laissé croire que par des négociations au sommet on pouvait aboutir à un règlement du conflit. C'était démobiler la classe ouvrière alors que la direction a tout intérêt à faire traîner les choses en longueur pour ne plus avoir de mouvement de grève durant de longs mois. Dans ce même but, elle signifiait leur licenciement à une vingtaine d'ouvriers coupables de violences envers les directeurs, presque tous responsables syndicaux. Puis elle proposait une augmentation dérisoire et signait un accord avec le syndicat F.O. le 28 septembre.

On le voit, une victoire dans ces conditions est bien improbable. Evidemment, les travailleurs fêtrèrent la trahison de l'organisation Force Ouvrière, mais les autres organisations ouvrières ne sont-elles

pas aussi responsables ? Contrairement à Nantes, l'unité syndicale ne s'est pas réalisée dans l'Allier ; dès le départ il y avait donc un handicap. Mais il n'y a pas eu de politique suivie et conséquente de la C.G.T. et du P.C.F. pour la réaligner. Les quelques appels qui ont eu lieu ont été fort discrets. D'autre part, la lutte a été menée sans perspective et au lieu de chercher à étendre le mouvement gréviste, on s'est orienté vers la collecte de fonds de solidarité.

(Le 30-9-55)

J. DUGUET.

DE BORDEAUX

Dans la région et la localité de Bordeaux le mouvement de revendication ouvrière s'est éteint. Les ouvriers du bâtiment s'agitent encore par des petits arrêts de travail isolés, par chantiers. Le mot d'ordre de la semaine du syndicat est un appel aux militants responsables de passer au siège du syndicat C.G.T. pour retirer du matériel ! L'analyse politique du mouvement par la Fédération du P.C.F. et du syndicat C.G.T. se limite à une statistique des grèves dans la région : 150 débrayages pour le mois de septembre et une diffusion très large du rapport au Comité Central du P.C. de Waldeck Robet sur les problèmes paysans et le travail du Parti à la campagne.

Par voie d'affiche, pour se donner une conscience propre, le Comité Fédéral du P.C. a tenu à rappeler quand même la proposition d'unité d'action faite le 26 septembre à la C.A. de la Fédération Socialiste de la Gironde, quartier par quartier, village par village, entreprise par entreprise, pour le soutien des ouvriers en lutte la négociation en Afrique du Nord.

Il est inutile dans cet écho de province de faire une analyse politique de l'échec du mouvement ouvrier dans notre région. Le problème n'était pas régional. Il se posait sur le plan national et sa solution n'a jamais été envisagée par les organisations ouvrières et ce fait a suffisamment été abordé dans ce journal.

Nous pouvons en effet parler d'échec du mouvement car ce n'est pas les augmentations, pour la plupart insuffisantes, qui nous permettent de crier victoire. Si nous résumons l'action des traminsots elle n'a rapporté que 1.500 à 1.800 francs d'augmentation mensuelle à dater du mois d'octobre pour les chauffeurs d'autobus, de 300 à 400 francs de prime pour les ouvriers des ateliers. Dans le bâtiment, l'augmentation est de 4 %. Seule la métallurgie a vu des augmentations plus substantielles, mais en général ne dépassant pas 20 à 22 francs horaires.

L'action entreprise par les travailleurs portait plus loin. Elle posait des revendications plus grandes et un problème politique.

Les questions posées restent en suspens. Il faudra que les travailleurs donnent leurs réponses.

Ce qui nous importe, c'est de considérer l'atmosphère ouvrière au

lendemain de cette agitation qui, durant depuis quatre mois, n'a pas pu mûrir et éclater dans toute sa force.

Il est encore difficile de savoir le fond réel de la pensée des militants ouvriers. La session du Comité Central discutant sur un rapport sans importance immédiate sert d'éteignoir pour un temps. L'attitude de la masse des travailleurs est de ce fait assez confuse. Mais le mécontentement règne. On peut dire que les travailleurs restent sur leurs nerfs et ce n'est que dans quelques semaines qu'un bilan pourra être dressé quand une décantation se sera faite.

R. NUMA.

Le 25 octobre 1955.

DES PYRÉNÉES

Quelle aide efficace aux grands mouvements grévistes actuels (Nantes, Lorient, Le Havre, etc.) a donné et donne la C.G.T. ? « L'Huma », page 8, indique en bas de colonne, à peine lisible sous le titre : « Fonds National de Solidarité » « La Fédé de la métallurgie C.G.T. a versé hier 100.000 francs ; en outre, chaque membre du B.F. a versé 1.000 francs ». Nous sommes loin des 360.000 francs versés par Henri Raynaud à H. Martin le 5 août 1953 en déclarant : « Et ce n'est qu'un début ! » (en plus des multiples caudaux dépassant 800.000 francs).

Qu'a fait la F.S.M. pour aider la grève générale des P.T.T. et des cheminots en août 1953, les grèves générales de Nantes, de Saint-Nazaire, de Lorient, en juillet-septembre 1955 ? Rien, alors que l'industrie des Constructions Navales est toujours sensible internationalement aux grèves comme l'ont montré les grèves anglaises et allemandes dans cette industrie.

VOUS LIREZ DANS IV^e INTERNATIONALE

Editorial

« Esprit de Genève », Réalités sociales.

M. PABLO

Au quinzième anniversaire de la mort de Léon Trotsky.

A. DURET

Les directions nationalistes devant la révolution en Afrique du Nord.

E. GERMAIN

L'économie indienne du 1^{er} au 2^e plan quinquennal.

Manuel SOUZA

Le mouvement ouvrier brésilien face aux élections.

Emilio PRADO

Les masses chiliennes cherchent une issue révolutionnaire.

Néo-réformisme, stalinisme et marxisme (A propos du livre de MERLEAU-PONTY, *Les aventures de la dialectique*).

C.C.P. FRANK Pierre
12648-46, Paris
64, rue de Richelieu.